

# la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE  
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## ÉLAN, UNE LOI ANTI-DROIT AU LOGEMENT

**M**i-septembre, réunis à huis clos, quatorze sénateurs et députés se sont mis d'accord sur le dos des locataires, des occupants sans titre, des handicapés, des architectes, des HLM... En quelques heures, ils ont examiné les 270 articles du projet de loi ÉLAN (Évolution du logement et aménagement numérique) présenté en conseil des ministres en avril. Le nouveau texte devrait être voté par le parlement courant octobre. « La loi ÉLAN constitue l'attaque la plus violente depuis 32 ans (loi Méhaignerie) menée par un gouvernement contre le logement des classes populaires: elle s'attaque à leur statut, à leurs conditions de logement, à l'accessibilité financière, à la qualité des logements produits, au dispositif général du logement social... », a immédiatement réagi l'association Droit au logement (DAL). Elle ouvre aussi la voie à une large privatisation du logement social public et donc à une réduction du nombre de logements à loyer modéré disponibles. Instauration d'un « bail mobilité » (de 1 à 8 mois, contre 3 ans auparavant), vente de logements sociaux au secteur spéculatif, quasi-suppression des normes handicap dans le neuf, baisses des normes au détriment des habitants ne sont que quelques-unes des dispositions les plus dangereuses du projet de loi. Sans parler de l'absence de mesures pour les sans-abris et de l'introduction d'un amendement antisquat criminalisant les occupants sans titre! Concernant l'Île-de-France, ce texte prépare aussi les JO de 2024, le Grand Paris et l'arrivée des légions de la finance mondiale chassée par le Brexit. Paris, désormais classée 3e ville la plus attractive du monde, est devenue une cible de choix pour les placements immobiliers des groupes financiers internationaux. Pour le DAL, qui estime à 3 millions le nombre de logements vacants en France, les solutions existent pourtant: généraliser et durcir l'encadrement des loyers, taxer la spéculation immobilière et foncière pour la décourager et financer le logement social, rétablir les APL et les aides à la pierre, bloquer la vente de terrains publics, mieux protéger les victimes des marchands de sommeil, renforcer les producteurs et concepteurs locaux du logement, suspendre les expulsions et faciliter l'application de la loi de réquisition, alors que la crise de l'hébergement s'aggrave.

## FEMMES DANS LA CITÉ « OUVRIER LA VOIX »

Projection, suivie d'un débat, d'extraits du film documentaire d'Amandine Gay (2018), « Ouvrir la voix ».

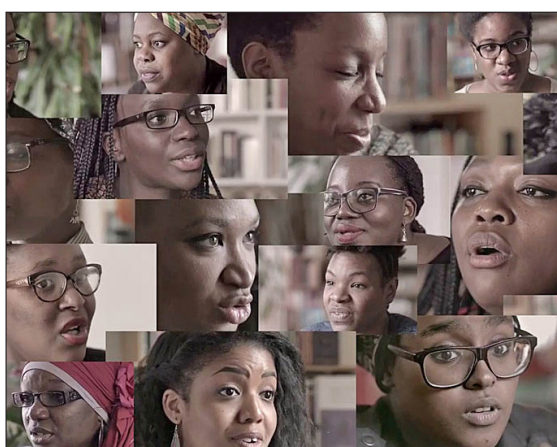
**jeudi 18 octobre à 19h30**

Centre Paris Anim'Curial

16 rue Colette Magny, Paris 19<sup>e</sup>

Métro Crimée ou Corentin Cariou - RER: Rosa Parks

**ENTRÉE  
LIBRE**



Comédienne à l'origine, Amandine Gay n'était pas destinée à devenir réalisatrice. Lassée des rôles de femme noire droguée et sans-papier qu'on lui proposait, elle décide d'en sortir et choisit de montrer les femmes noires, telles qu'elles sont.

« Ouvrir la voix » traite d'abord du racisme en France à partir de la découverte de sa couleur de peau jusqu'au choix de demeurer ou non en France. Les témoignages – des paroles de femmes issues de l'histoire coloniale européenne en Afri-

que et aux Antilles – illustrent l'aspect général et individuel des discriminations raciales en France. Un peu partout dans le monde, des femmes se mobilisent pour lutter contre les violences qu'elles subissent, contre le harcèlement au travail, pour l'égalité salariale, pour le droit à l'avortement... Bientôt en France? Dans nos cités? Commençons à en parler!

## À VOS AGENDAS!

**Sauvons le service postal dans le 94, mercredi 17 octobre, 14 h 30**, rassemblement devant le ministère des Finances, à Bercy

**Manifestation syndicale (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, E&S) pour la défense des retraites, jeudi 18 octobre** (heure à préciser), départ Place de l'Opéra en direction de Place de la République

**Rassemblement à l'occasion du 57<sup>e</sup> anniversaire du massacre d'Algériens à Paris, mercredi 17 octobre, 18h**, sur le pont Saint-Michel, pour exiger la vérité sur ce crime d'État

**Rassemblement pour le 52<sup>e</sup> anniversaire de l'enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka, lundi 29 octobre, à 18h**, devant la Brasserie LIPP, 151, boulevard Saint Germain (Métro Saint-Germain-des-Prés)

## ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France: [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Comité local 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>:  
[attacparis20@attac.org](mailto:attacparis20@attac.org) ou  
1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes:  
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente  
dans plus de quarante pays.

# VERDIR LA FINANCE: UN OBJECTIF REPOUSSÉ AU CALENDES GRECQUES

Le 26 septembre à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, Antonio Guterres et Emmanuel Macron organisaient la deuxième édition du One Planet Summit pour rendre compte des engagements pris en 2017 et de leur mise en œuvre. Derrière le piteux spectacle de décideurs politiques s'auto-décernant des prix sans consistance, se cache une réalité implacable: la finance, loin de se verdir comme elle prétend vouloir le faire, reste l'un des principaux moteurs de l'aggravation de la crise écologique et climatique à laquelle nous faisons face.

Le 26 septembre, Emmanuel Macron a été sacré « Champion de la terre » à New-York lors de la deuxième édition du One Planet Summit. La première édition avait été organisée par ses soins en 2017 à Paris. Il s'agissait, avec l'aide du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, et du président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, de mobiliser les financements de l'Accord de Paris signé avec faste lors de la COP21, au Bourget (2015). « Verdir la finance » et « débloquer les financements publics et privés nécessaires pour la lutte contre les dérèglements climatiques » étaient deux des engagements majeurs de cet Accord.

Neuf mois plus tard, l'absence d'entente sur les modalités de financement des pays les plus pauvres menace ni plus ni moins la pérennité de l'Accord lui-même, comme viennent de le montrer les négociations préparatoires à la COP24, tenues début septembre à Bangkok. Plus grave, le verdissement de la finance est au point mort. Il faudrait en effet plus de cent ans pour la verdir et envisager qu'elle devienne compatible avec les enjeux climatiques internationaux.

## Nous perdons un temps précieux

En nous basant sur l'évolution du marché des obligations\* vertes, présenté comme la figure de proue de l'opération, nous calculons en effet qu'un siècle ne serait sans doute pas suffisant pour que l'ensemble des obligations émises à l'échelle de la planète puissent être considérées comme vertes. Ne représentant qu'à peine 1% du marché obligataire mondial – soit une goutte d'eau au milieu d'un océan de finance non verte –, elles ne sont en mesure ni de verdir la finance ni de fournir suffisamment de financements à la transition écologique et à la lutte contre les dérèglements climatiques.

Un constat accablant auquel il faut ajouter la possibilité offerte aux entreprises, mais aussi aux États et collectivités territoriales, de se payer ainsi, à peu de frais, des opérations de « greenwashing\*\* ». Comme le constate Dominique Plihon, porte-parole d'Attac: « Il n'existe toujours aucune règle contraignante pour déterminer ce qui est vert de ce qui ne l'est pas, et les lobbys financiers, bien aidés par de nombreux décideurs politiques, font tout pour qu'il n'y ait pas de régulation contraignante du secteur. Résultat: les obligations vertes financent de nouveaux aéroports, des grands barrages et des raffineries pétrolières. »

Quant au titre de « Champion de la Terre », dans une classe de cancrs, il est toujours possible d'en trouver un qui soit un peu moins mauvais que les autres. Certes ! Il n'en reste pas moins un cancre. Avoir trouvé le meilleur slogan de l'année (#MakeOurPlanetGreatAgain – Rendre sa grandeur à notre planète) ne fait pas d'Emmanuel Macron un champion. Il fait de lui le meilleur des communicants essayant de masquer des décisions domestiques contraires à l'urgence écologique: retards sur les objectifs climatiques et les énergies renouvelables, refus d'interdire le glyphosate, abandon des objectifs de réduction du nucléaire, mise en œuvre du CETA, soutien aux projets destructeurs de biodiversité (autoroute de contournement Ouest de Strasbourg, EuropaCity à Gonesse, dans le Val d'oise, exploitation du gisement de la Montagne d'or en Guyane, etc.), confirmation du permis d'hydrocarbures pour Total en Guyane, importation d'huile de palme, abandon de la taxe sur les transactions financières...

Pour Maxime Combes, porte-parole d'Attac sur les enjeux climatiques: « Emmanuel Macron préfère se complaire dans des fantaisies croquignolesques qui nous font perdre un temps précieux! La démission



de Nicolas Hulot a pourtant servi de clarification: la transition écologique ne peut s'accommoder des petits pas – et des grands renoncements – d'un gouvernement pro-Business qui n'a jamais renoncé aux politiques productivistes et néolibérales qui nous conduisent dans le mur. Les dirigeants de la planète, Emmanuel Macron en premier lieu, feraient donc mieux de prendre les décisions visionnaires et courageuses dont nous avons besoin, plutôt que de s'auto-décerner des prix ridicules qui desservent la cause climatique et écologique. »

**Que ce soit l'argent public ou notre épargne déposée dans les banques, c'est toujours notre argent, et nous refusons qu'il serve à des projets climaticides.**

\* Obligation: outil financier permettant à une entreprise, un État, etc., d'emprunter directement sur les marchés financiers, voire auprès des particuliers. L'emprunt est divisé en plusieurs obligations qui peuvent être achetées par différentes « personnes ».

\*\*L'éco-blanchiment, ou verdissement, ou greenwashing, est un procédé utilisé par une organisation dans le but de se donner une image écologique responsable. La plupart du temps, l'argent est davantage investi en publicité que pour de réelles actions en faveur de l'environnement et du développement durable.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

### Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

**Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à:**  
Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris